

Conseil des ministres
Le président rappelle l'axe à suivre p3

Pour arracher le pouvoir
Ping compte toujours sur la France p4

Opposition
En mode cafouillage p5

Ghislain Ledoux Mbovoue
Opposant et partisan du dialogue p5

Gabon – Etats-Unis
Un partenariat objectif p6



**100 premiers jours
du gouvernement**

**Définition des
priorités** p2

**Ministère du
Budget et des
Comptes Publics**

**Les ressources
s'élèvent à 2.477,5
milliards FCFA** p7/8



100 premiers jours du gouvernement

Définition des priorités

Le Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet a réuni le 10 octobre dernier à son cabinet de travail, les membres du gouvernement pour définir les programmes prioritaires et les mesures d'urgence pour les 100 premiers jours de la formation du nouveau gouvernement.

Cette séance de travail est le prolongement de

Paul Biyoghé Mba, de l'Enseignement Supérieur, Denise Mekamne, de l'Éducation Nationale, Florentin Moussavou, des Eaux et Forêts, Estelle Ondo, de l'Égalité des Chances, Blaise Louembé, du Travail et de l'Emploi, Eloi Nzondo et des Transports, Flavienne Nfoumou Ondo, de décliner chacun à son niveau de responsabilité, les grands axes des chantiers prioritaires de leurs départements respectifs.

Pour le Premier ministre, il faut asseoir la responsabilité collective des ministres chargés du volet social du programme politique du chef de l'État en prenant des mesures qui engagent tout le gouvernement. « Parce que, nous n'avons pas droit à l'erreur et les attentes sont nombreuses », a-t-il insisté.

Dans cet esprit, les mesures envisagées par le gouvernement et qui seront bientôt rendues publiques, doivent s'appuyer sur le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), la Stratégie d'Investissement Humain (SIH), sur l'Égalité des Chances et la promotion de la solidarité nationale.

Tout ceci vise un seul objectif, a martelé le chef du gouvernement : « Respecter la feuille de route définie par le Président de la République afin de réduire de façon significative les inégalités sociales ».

la réunion sur les mesures socio-économiques à prendre dans l'immédiat. Un conclave présidé par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, le week-end écoulé à Franceville.

Il s'agissait pour les ministres de la Santé, Léon Paul Nzouba, de la Prévoyance sociale,



Conseil des ministres

Le président rappelle l'axe à suivre

Ce jeudi, le 13 octobre 2016, un conseil des ministres s'est tenu sous la présidence du chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba. En début de séance, le président de

Aussi, a-t-il instruit le ministre du secteur en accord avec les autres départements ministériels, de mettre en place, dans les délais les meilleurs, tous les mécanismes d'évaluation et les indicateurs nécessaires pour que les actes concrets

politique, et a, à cet effet, instruit le Premier ministre à engager les consultations nécessaires y relatives dès la semaine prochaine.

Sur un tout autre plan, le conseil des ministres, sou-



la République a rappelé que « l'Egalité des Chances » a été au cœur du projet de société qu'il a présenté au peuple gabonais.

Le ministère de l'Egalité des Chances, constitué dans le cadre du présent gouvernement, traduit sa ferme volonté de lutter contre les inégalités et les privilèges indus, afin de favoriser la cohésion sociale et de conduire le Gabon vers une prospérité partagée.

du gouvernement soient à l'image du discours de campagne et conformes au Plan stratégique Gabon émergent « PSGE » et à la stratégie d'investissement humain du Gabon.

De plus, le président de la République, conformément à sa volonté maintes fois exprimée avant, pendant et après l'élection présidentielle, a réaffirmé sa détermination à la tenue effective du dialogue

cioux de promouvoir, dans notre pays, une éducation de qualité accessible à tous, a instruit les ministres en charge respectivement de l'Enseignement supérieur, de l'Education nationale et du Budget et ce, en dépit des difficultés d'ordre conjoncturel, à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les rentrées, tant académique que scolaire 2016-2017, se déroulent dans la plus grande sérénité.

Pour arracher le pouvoir

Ping compte toujours sur la France



L'ingérence et la manière française ont largement montré leur inefficacité mais du côté de l'Hexagone, certains rêvent encore de pousser le président Ali Bongo Ondimba vers la sortie. On essaie d'entretenir la haine et la colère d'une partie des Gabonais et de les appeler à « résister » aux côtés de Jean Ping.

Mais l'appel à la résistance des pro-Ping n'est qu'un leit-

motiv pour certains leaders d'opinion français en mal de combats... juteux. Les preuves sont accablantes : ils ont préparé leur coup depuis longtemps. Mais ils ont perdu et la France s'expose à un gigantesque scandale international si toute la vérité sur ce plan machiavélique venait à être dévoilée.

Aucune légitimité

Diviser pour régner, la stratégie n'est pas nouvelle et n'étonne plus de la part des

néocolonialistes. Leur motivation serait d'éviter que le Gabon devienne un exemple en Afrique centrale et occidentale. Que la souveraineté des pays ne prennent pas le dessus aux injonctions de Paris.

Ils seraient prêts à renoncer aux intérêts français pour ne pas jouer perdant pour ce qui est du jeu démocratique. Comme si un coup d'Etat en douceur ou dans la violence qui mettra Jean Ping au pouvoir ne servirait pas ces intérêts tricolores qui ont déjà provoqué de nombreux putschs en Afrique francophone.

Les auteurs des violences électorales, instigateurs et casseurs compris, n'ont aujourd'hui aucune légitimité pour prétendre à une résistance pacifique. On ne peut se montrer légaliste et de renier la loi quand la situation est défavorable. Le Gabon doit résister, oui. Non pas à leur président élu qui reconnaît que la moitié des électeurs n'ont pas voté pour lui, mais à une puissance étrangère qui veut imposer son pantin au Palais du bord de mer.

Opposition En mode cafouillage

Quelques jours après l'annonce de Jean Ping appelant ses partisans à continuer de résister, l'opposition ne sait plus sur quel pied danser. Si les uns persistent à suivre les consignes de moins en moins compréhensibles du diplomate déchu, les autres estiment qu'il est grand temps de dialoguer.

Ces derniers temps, plusieurs ténors de l'opposition déclarent en privé que la coalition qui a soutenu Jean Ping à la dernière élection présidentielle est en train d'imploser. Mais face à ce danger, le premier concerné maintient sa position et accorde toujours une oreille attentive aux faucons qui le poussent à constituer un gouvernement insurrectionnel.

A l'image des propos tenus par Benoît Mouïty-Nzamba d'une part, et René Ndemezo'Obiang de l'autre, respectivement président du Parti gabonais du progrès (PGP) et de Démocratie nouvelle (DN), les désaccords profonds entre les opposants plongent la coalition dans un brouillard indescriptible.

Et dernièrement, un site généralement bien informé vient de révéler que le courant ne passerait plus entre Jean Ping et Guy Nzoumba Ndama. Ce dernier ne serait pas du tout convaincu de la stratégie de « résistance active » que le candidat malheureux du dernier scrutin présidentiel compte mettre en œuvre. Une démarche que plusieurs membres de l'Union Nationale estiment également comme inopérante.

Selon un commentateur politique de la place, même si dans ce camp politique, le président de DN semble isolé, au regard de la situation actuelle de notre pays, sa position paraît la mieux justifiée et devrait être prochainement rejointe par de nombreux « pragmatiques »

Ghislain Ledoux Mbovoue

Opposant et partisan du dialogue



Ghislain Ledoux Mbovoue, l'ancien coordonnateur national des jeunes de l'Union nationale et président du mouvement panafricain « le citoyen conscient », estime que l'opposition en général et l'UN en particulier devrait donner une suite favorable à l'appel au dialogue politique lancé par le président de la République.

Et c'est dans cette logique qu'il est contre la procédure disciplinaire contre Estelle Ondo qui rejoint le gouver-

nement d'ouverture Issoze Ngondet. « J'exhorte respectueusement les dirigeants de notre parti à reprendre les rênes de sa direction, pour sortir de la prise d'otage d'une certaine opinion bien pesante », a déclaré Ghislain Ledoux Mbovoue.

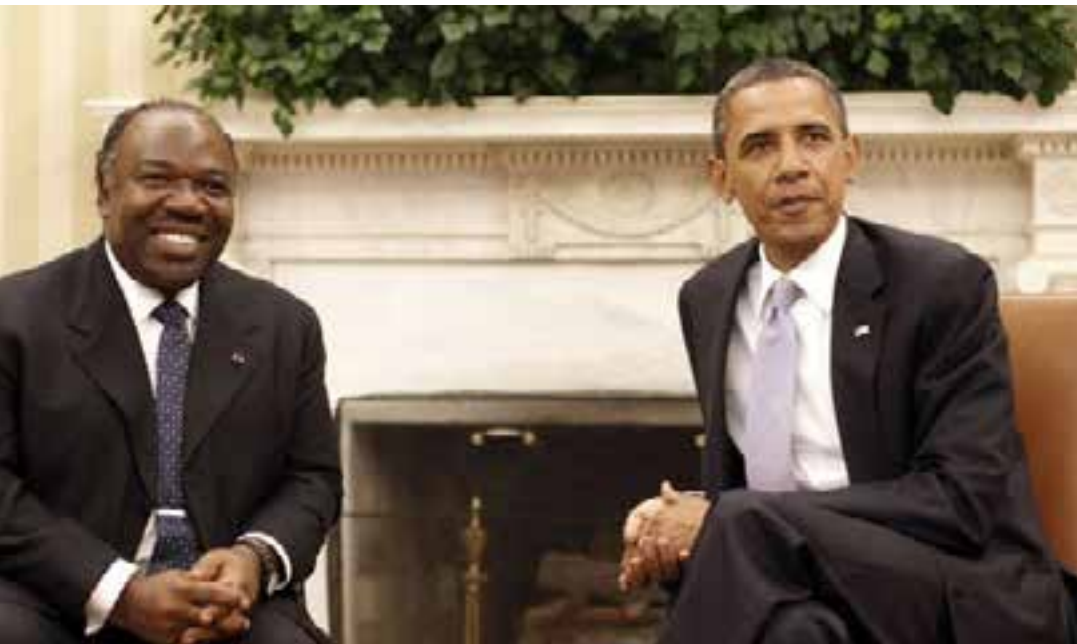
Pour lui, le directoire de l'UN sortira grandi et redynamisé en « acceptant sans complexe, malgré les états d'âme légitime », l'ouverture plutôt que d'insister dans l'impasse qui pourrait l'amener à l'implosion. « La politique est le rapport à l'autre, cet autre acteur politique de la société civile avec qui ou pour qui l'on doit se battre, arguments et actions à l'appui pour atteindre des objectifs probants ; le tout dans un cadre juridique qui garantit des lendemains électoraux apaisés », a-t-il également lancé ».

L'opposant soutient en outre qu'il est temps de moraliser la pratique politique dans le pays suite à une élection dont la campagne a été marquée par des invectives et les insultes. Sans oublier les violences qui ont suivi la proclamation des résultats par la Cenap.

Pour ce faire, Ledoux Mbovoue insiste qu'il n'y a pas de meilleure occasion qu'un dialogue avec les acteurs de la société politique et de la société civile pour améliorer les dispositions législatives et l'expression démocratique.

Gabon – Etats-Unis

Un partenariat objectif



Les Etats-Unis font partie de premières grandes puissances à avoir reconnu la réélection du président Ali Bongo Ondimba. Un geste à apprécier à sa juste valeur et qui démontre une fois de plus que les relations américano-gabonaises sont fondées sur un partenariat objectif qui voit loin.

Le chef de l'Etat gabonais, lors de son dernier voyage aux Etats-Unis, a passé en revue avec plusieurs personnalités clés de l'administration

américaine et du Conseil de l'Atlantique les partenariats qui lient le Gabon en particulier et le continent africain en général aux Etats-Unis. Le partage de la prospérité dans des économies en mutation, la sécurité régionale et internationale ainsi que les questions environnementales ont aussi été au menu des discussions.

Ali Bongo Ondimba s'est ainsi félicité de l'excellence des relations qu'entretiennent le Gabon et les Etats-Unis depuis bientôt 60 ans. Il s'est dit en particulier satisfait de

l'impact de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA, dont le dernier Forum s'est tenu à Libreville) sur le développement des échanges intercontinentaux et sur la diversification de l'économie africaine, et singulièrement gabonaise. A cette occasion, le numéro un gabonais a rappelé la volonté de son gouvernement de trouver un juste équilibre entre le développement nécessaire du tissu industriel et les exigences qui prévalent en matière de préservation de l'environnement.

Par ailleurs, afin de détecter et de prévenir les menaces du terrorisme nucléaire dans un monde de plus en plus interconnecté, Ali Bongo Ondimba a plaidé pour l'adoption d'une démarche globale fondée sur la participation et la collaboration actives de l'ensemble des nations, Etats africains compris. Il a également appelé au renforcement de la coopération sécuritaire entre le Gabon et les Etats-Unis, dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, le braconnage, le trafic de drogue et la piraterie dans les eaux du Golfe de Guinée.

Rappelons enfin que, reconnu pour les politiques de développement durable et de protection des ressources halieutiques du Gabon qu'il a mises en place, le président de la République a officiellement été invité à porter haut et fort un message en faveur de la protection des océans.

Ministère du Budget et des Comptes Publics

Les ressources s'élèvent à 2.477,5 milliards FCFA



7

En application des dispositions de l'article 17 de la loi organique n° 20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, le Conseil des Ministres a entériné le projet de loi déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2017.

Conformément à l'évolution de l'activité économique et de la gestion stratégique de la dette publique, les ressources budgétaires de l'Etat pour l'année 2017 sont évaluées 2.477,5 milliards de FCFA contre 2.626 milliards de FCFA dans la loi de Finances 2016, soit une baisse 148,5 de FCFA.

Elles comprennent les ressources propres pour 1.858,4 milliards de FCFA. Les ressources propres se décomposent en recettes pétrolières projetées à 478,6 milliards de FCFA et en recettes hors-pétrole arrêtées 1.379, 8 milliards de FCFA.

Comparativement au niveau arrêté dans la loi de Finances 2016, elles seraient en baisse de 185,5 de FCFA.

Les recettes pétrolières seraient en baisse de 122,1 milliards de FCFA par rapport à la Loi de Finances 2016, reflétant le recul de la production pétrolière en volume, malgré une légère remontée des prix sur le marché international.

Les recettes hors-pétrole seraient, pour leur part, en légère baisse de 63,4 milliards de FCFA par rapport à la Loi de Finances 2016. De manière globale, cette baisse s'expliquerait par la quasi-stagnation des performances de l'activité économique nationale (+4,5%), contre (4,6%) dans la Loi de Finances 2016.

Les dépenses d'investissement, quant à elles, se caractérisent par une baisse de 170,6 mil-

suite page 7

liards de F CFA, pour se situer à 392,1 milliards de FCFA, dont 275,1 milliards de FCFA au titre des projets bénéficiant de financements extérieurs.

Maîtrise du train de vie de l'Etat

Dans cette optique, le projet de loi de finances de l'année 2017 mettra l'accent sur la poursuite de la construction des infrastructures pour maintenir la croissance et accompagner la politique de modernisation et de diversification de l'économie.

Le Gouvernement s'emploiera aussi à la promotion des secteurs sociaux tout en menant une politique budgétaire axée sur la maîtrise du train de vie de l'Etat.

En ce qui concerne les mesures à caractère purement sociales édictées par le Président de la République, dans son projet de société axé sur « L'Egalité des Chances », l'on retient qu'en matière d'emplois, l'objectif poursuivi est de concentrer ses efforts sur le développement d'opportunités dans les secteurs créateurs de richesses.

Emergence d'une jeunesse active et dynamique

Ainsi, plusieurs actions phares seront menées dans le cadre de la promotion de l'emploi en faveur des jeunes et des femmes. Il s'agira notamment d'encourager l'esprit d'initiatives dans le cadre du programme « Un Jeune = Un Métier » mené en collaboration avec les collectivités locales.

Cette politique vise l'émergence d'une Jeunesse active et dynamique à même de se prendre en charge et l'appui au développement des compétences pour l'employabilité

des jeunes et des femmes en améliorant l'efficacité de l'enseignement technique et la formation professionnelle.

Le renforcement des programmes d'entrepreneuriat dans les secteurs clés de croissance, à l'instar de ce qui est réalisé dans le cadre du Programme Graine, est aussi une priorité au même titre que la réforme du dispositif des Activités Génératrices de Revenus (AGR) pour financer la montée en capacité des petits opérateurs de services informels. Sans oublier la mise en place d'un dispositif de réinsertion des jeunes désœuvrés.

Santé et éducation

En matière d'accès aux soins de santé, il s'agira de pérenniser le financement de l'assurance maladie. L'élargissement de l'assiette des cotisations du régime obligatoire d'assurance maladie supporté essentiellement par les opérateurs de téléphonie mobile à hauteur de 10 % de leur chiffre d'affaires permettra de mettre un accent particulier sur les gabonais économiquement faibles.

De même, l'on veillera à la maintenance des plateaux techniques dans les Centres Hospitaliers Universitaires et les autres structures de santé, ainsi qu'à la formation et la spécialisation des personnels de santé. En matière d'éducation, les interventions se concentreront sur les grands domaines comme l'amélioration de la qualité d'apprentissage et la compréhension des facteurs limitatifs.

Le développement d'un système d'information permettant d'alimenter un nouveau plan sectoriel de l'éducation, le renforcement institutionnel et la gouvernance du système au niveau central et régional et, enfin, la révision des curricula permettant de renforcer l'adéquation « Formation-Emploi » sont aussi au menu.